

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

**MISSION D'OBSERVATION DE L'UNION AFRICAINE AUX ELECTIONS
LEGISLATIVES DU 24 NOVEMBRE 2013
EN REPUBLIQUE DU MALI**

DECLARATION PRELIMINAIRE

I. INTRODUCTION

1. Sur invitation du Gouvernement de la République du Mali, le Président de la Commission de l'Union africaine (UA), **S.E.Dr Nkosazana Dlamini Zuma** a dépêché au Mali, une Mission d'observation des élections législatives du 24 novembre 2013
2. La Mission est dirigée par **S.E.M. Dileita Mohamed Dileita**, ancien Premier Ministre de la République de Djibouti.
3. Elle est composée de cinquante (50) observateurs à court terme arrivés au Mali le 17 novembre 2013. Il s'agit de parlementaires panafricains, de responsables d'institutions électorales, de membres de la Société Civile africaine ainsi que les représentants de la Mission de l'Union Africaine pour le Mali et le Sahel (MISAHEL) dont les observateurs des droits de l'homme présents sur le territoire national depuis le mois d'Avril 2013.
4. Ces observateurs proviennent des 22 pays africains suivants: Algérie, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gambie, Guinée, Lesotho, Liberia, Mauritanie, Niger, Nigéria, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Sénégal, Sierra Leone, Tunisie et Ouganda.
5. Il convient de préciser que cette Mission fait suite à celles de Long et de Court terme déployées par l'Union Africaine lors des deux tours de l'élection présidentielle. Ces Missions avaient au terme de leur déploiement, formulé des recommandations destinées aux autorités Maliennes en vue d'améliorer le processus électoral.
6. La Mission est soutenue par une équipe d'experts de l'Institut électoral pour une démocratie durable en Afrique (EISA).

II. OBJECTIFS ET METHODOLOGIE

7. L'objectif de la Mission est de faire une évaluation indépendante, objective et impartiale des élections législatives du 24 novembre au Mali.
8. En conformité avec cet objectif, la Mission de l'Union africaine a observé les élections dans l'esprit et la lettre des dispositions suivantes :
 - la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, qui est entrée en vigueur le 15 Février 2012 et qui vise à améliorer les processus électoraux en Afrique, à renforcer les institutions électorales et la tenue d'élections justes, libres et transparentes;

- la Déclaration de l'UA/OUA de Durban sur les principes régissant les élections démocratiques en Afrique AHG/Décl.1 (XXXVIII) telle qu'adoptée par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine en Juillet 2002 ;
 - les directives de l'UA pour les missions d'observation et de suivi des élections, les instruments internationaux pertinents régissant l'observation des élections ;
 - la Constitution et les lois pertinentes de la République du Mali.
9. Les observations et conclusions de la Mission sur les procédures de vote et de dépouillement sont présentées dans cette Déclaration préliminaire. Un rapport final exhaustif, destiné aux autorités Maliennes compétentes, présentera une analyse approfondie du processus électoral et proposera des recommandations de la Mission.
10. La méthodologie adoptée a été la suivante:
- Prise de contact avec les principaux acteurs du processus électoral ;
 - Analyse du contexte général de l'organisation des élections législatives ;
 - Déploiement des observateurs du scrutin sur toute l'étendue du pays;
 - Organisations des séances de briefing et de débriefing des observateurs ;
 - Publication de la déclaration préliminaire
 - Soumission du rapport final de la Mission.
11. L'évaluation du processus électoral a porté sur la régularité, la transparence, l'équité et le déroulement du scrutin, notamment :
- les conditions nécessaires à l'organisation d'élections libres, transparentes et inclusives ;
 - la conformité des opérations électorales avec le cadre légal et institutionnel régissant les élections au Mali ainsi que les standards universels et africains en matière d'organisation des élections.

III. ACTIVITÉS PRE- ELECTORALES

12. En conformité avec les orientations de l'Union africaine en matière d'observation et de suivi des élections, la Mission a rencontré et consulté les différentes parties prenantes du processus électoral. Il s'agit notamment du Président de la République, du Premier Ministre, du Ministre de la Défense, du Ministre de l'Administration Territoriale de la Décentralisation et de l'Aménagement du

Territoire, du Ministre de la sécurité intérieure, du Président de la Commission Electorale Nationale Indépendante, du Délégué Général aux Elections, du Représentant spécial de la Présidente de la Commission de l'Union Africaine, du Représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies, du Représentant du Système de Nations unies, des autres Missions d'observation électorale dont, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO), l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF).

13. Il ressort de ces différentes rencontres, les constats suivants :

- des efforts ont été fournis, dans l'ensemble, pour améliorer le processus électoral au Mali eu égard aux recommandations émises par l'Union Africaine lors de l'élection présidentielle, notamment, en matière de sécurité principalement dans le nord du pays. Ces améliorations ont touché aussi le retrait des cartes NINA (Numéro d'identité nationale), le rapprochement des électeurs des bureaux de vote, le renforcement des capacités des agents électoraux, la diversification du marquage des bulletins de vote, la garantie d'un libre accès des observateurs à toutes les phases et opérations techniques du processus,
- malgré ces améliorations la sécurité demeure le défi majeur à surmonter surtout dans le nord du pays ;

14. La Mission a déployé 12 équipes qui ont couvert le District de Bamako ainsi que les 8 régions du pays que sont : Gao, Kayes, Kidal, Koulikoro, Mopti, Ségou, Sikasso et Tombouctou.

15. En prélude au déploiement, les observateurs ont suivi des séances d'orientation sur le contexte politique des élections et sur les principes de l'observation électorale.

IV. CADRE JURIDIQUE

16. L'organisation des élections législatives au Mali est principalement régie par la Constitution et par la loi électorale No 06-044 du 04 Septembre 2006, modifiée par la Loi No 2011-085 du 30 Décembre 2011 et la Loi No 2013-017 du 21 Mai 2013 ainsi que l'ordonnance No 91-075/PCTSP du 10 octobre 1991 portant charte des partis politiques.

17. La Constitution dispose en ses articles 59 et suivants que le Parlement comprend une chambre unique appelée Assemblée Nationale. Les membres de l'Assemblée Nationale portent le titre de Député.

18. L'Assemblée Nationale est composée de 147 députés élus au suffrage universel direct et secret pour un mandat de cinq (5) ans. L'élection est acquise au scrutin majoritaire à deux tours.
19. La Constitution reconnaît les droits politiques tels que la liberté d'association, de réunion, d'opinion ainsi que le droit pour tout citoyen de participer à la gestion des affaires publiques de son pays.
20. L'analyse de ces textes permet de conclure que :
- le cadre juridique mis en place pour ces élections est de nature à permettre aux Maliens de choisir librement leurs députés ;
 - dans le souci de renforcer et d'assurer la participation de toutes les composantes de la Nation Malienne une réforme institutionnelle est nécessaire.

ADMINISTRATION DES ELECTIONS

21. La loi électorale a institué les structures suivantes dans la gestion du processus électoral :
- Le Ministère de l'Administration Territoriale de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire (MATDAT) ;
 - La Délégation Générale aux Elections (DGE) ;
 - La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) ;
 - Le Comité National de l'Egal Accès aux Médias d'Etat (CNEAME) ;
 - La Cour Constitutionnelle ;
 - La Cour Suprême.
22. La Mission est d'avis toutefois que l'institution d'une administration électorale indépendante unique et pérenne en charge de toutes les opérations techniques du processus électoral serait de nature à renforcer la confiance de toutes les parties prenantes dans le processus électoral.

V. CAMPAGNE ELECTORALE

23. La campagne électorale s'est déroulée du 3 au 22 novembre 2013 sans incident majeur mais dans une ambiance morne et terne ; les partis et candidats ayant opté, pour une campagne de proximité.
24. Le Mali dispose d'un organe qui veille à une gestion équitable du temps d'antenne et de l'espace rédactionnel consacrés aux candidats et aux formations politiques à l'occasion des campagnes électorales. C'est l'institution en charge

de la régulation des medias au Mali. Pendant ces élections, elle a permis à tous les candidats et partis politiques de bénéficier de l'accès aux medias d'Etat de façon égalitaire.

25. Du point de vue sécuritaire, si les activités électorales se sont déroulées calmement dans le sud du pays, la campagne a été toutefois marquée par un climat sécuritaire précaire dans le nord, faisant naître l'incertitude dans l'organisation finale du scrutin du 24 novembre 2013. Cependant, le déroulement de la campagne a dissipé ces craintes.

OBSERVATION DU JOUR DU SCRUTIN

Ouverture des bureaux de vote

26. La plupart des bureaux de vote visités par les observateurs de la Mission de l'Union africaine ont ouvert à l'heure. Ils étaient en général facilement accessibles et aménagés de manière à assurer la fluidité du vote.

Matériel électoral

27. Le matériel électoral était généralement disponible à temps et en quantité suffisante.

Personnel électoral

28. Le personnel électoral était composé d'un président et quatre assesseurs. Ceux-ci étaient, pour la plupart à la hauteur de leur tâche et interagissaient normalement avec les électeurs. Cependant, les observateurs ont constaté, par endroits, des disparités dans l'application de la procédure de dépouillement.

29. La Mission a noté également une présence remarquable des femmes comme membre de bureaux de vote, déléguées de partis politiques ou de candidats ainsi que des institutions en charge de la supervision du processus électoral (CENI, Cour Constitutionnelle). Cependant peu d'entre elles étaient présidentes de bureau de vote ou encore responsables de lieux de vote.

Participation électorale

30. La liste électorale malienne compte 6 564 545 électeurs appelés à exprimer leur voix dans 20 275 bureaux de vote. La Mission a noté que, contrairement à l'engouement des présidentielles, les Législatives ont été marquées par une faible mobilisation et affluence des électeurs.

Déroulement de scrutin

31. En général, les bureaux de vote ont ouvert à l'heure. **Le matériel électoral** a été distribué à temps et en quantité suffisante dans la plupart des bureaux de vote.
32. Les électeurs n'ont en général pas éprouvé des difficultés à retrouver leurs bureaux de vote. Les listes étaient affichées devant tous les bureaux visités par la Mission et la DGE a pris des dispositions supplémentaires pour faciliter la localisation de leurs bureaux par les électeurs.
33. Dans quelques cas isolés cependant, les observateurs ont relevé que la localisation obtenue par SMS ou internet ne correspondait pas à la réalité de la ventilation des bureaux de vote.

La localisation des bureaux de vote

34. Un grand effort a été fait pour rapprocher les bureaux de vote des électeurs. Cependant, dans certaines Régions comme Sikasso et Kidal, l'éloignement de certains bureaux a entraîné la mobilisation de cars de transports par les candidats et les partis politiques.

Sécurisation du vote

35. Une présence effective et discrète des forces de l'ordre et de sécurité a été notée à l'intérieur et autour des centres de vote, sans que les électeurs ne se sentent intimidés.
36. Le fait qu'il n'y ait pas eu d'incident majeur pendant le déroulement du vote le 24 novembre 2013 confirme que des mesures de sécurité adéquates ont été prises par le gouvernement malien avec l'appui des partenaires internationaux. La Mission a cependant noté des incidents au nord du pays dans les Régions de Tombouctou et de Kidal. Ceux-ci ont parfois pris la forme de tentative d'empêchement du vote sans que cela porte atteinte au climat général de calme qui a caractérisé le jour du scrutin.

Le personnel des bureaux de vote

37. Le personnel des bureaux de vote (Présidents et assesseurs) ont exercé leurs fonctions dans une ambiance conviviale empreinte de courtoisie mutuelle. La plupart d'entre eux étaient à leurs postes à l'heure.

Les délégués des partis politiques et des candidats

38. Dans les grandes villes, des partis politiques et des candidats se sont fait représenter par leurs délégués dans les bureaux de vote. Les équipes des

observateurs ont cependant noté qu'il y avait des disparités de représentation suivant les zones géographiques du pays.

La participation des femmes

39. Les observateurs ont noté une importante représentation des femmes en qualité d'agents électoraux, de délégués de partis politiques et de candidats ou d'observatrices. De nombreuses femmes étaient également dans les bureaux de vote et dans les files d'attente comme électrices. Cette participation importante des femmes lors du scrutin du 24 novembre a contrasté avec les candidatures féminines. En effet, sur les 1141 candidatures validées pour l'élection à la députation, l'on ne retrouve que 156 femmes soit 14%.

Procédures de vote et listes d'émargement

40. Dans la plupart des bureaux visités par les observateurs de l'Union Africaine, les procédures de vote ont été bien respectées. C'est ici le lieu de signaler que la formation des agents électoraux a été renforcée après l'élection présidentielle. Cependant, un effort reste à faire pour ce qui est de la procédure du dépouillement.

L'observation des élections

41. Les équipes déployées sur le terrain ont noté dans les bureaux de vote visités la présence d'observateurs nationaux notamment, APEM, CARITAS, JCI, . . . et internationaux dont, CEDEAO, Union Européenne, OIF, CEN- SAD, UEMOA et des chancelleries. Toutefois, à Kidal, seule la Mission d'observation électorale de l'Union Africaine était présente.
42. La Mission est d'avis que l'implication des organisations nationales dans une telle activité joue un rôle fondamental dans la crédibilisation et l'appropriation du processus électoral

Le dépouillement et la transmission des résultats

43. La procédure du dépouillement n'a pas toujours été la même dans l'ensemble des bureaux de vote observés. Si dans certains bureaux de vote les urnes étaient ouvertes et le comptage immédiatement effectué, dans d'autres le rapprochement entre le nombre d'émargements des listes et le nombre de bulletins s'effectuait avant le dépouillement.
44. Par ailleurs, la Mission a relevé que le remplissage manuel des documents nécessaires au dépouillement était long et laborieux. Les noms des candidats connus des semaines avant les élections n'étaient pas repris sur les trois principaux documents de dépouillement, notamment : « Feuille de dépouillement », « Procès-verbal des opérations électorales » et « Récépissés des résultats des bureaux de vote ».

45. Les observateurs ont noté que, dans de nombreux bureaux de vote, les différentes fiches de dépouillement ci-dessus citées étaient systématiquement signées et cachetées par le Président et les assesseurs avant même que l'urne ne soit ouverte et que le comptage ne commence. Une telle pratique peut, de l'avis de la Mission, conduire à des abus et à des fraudes.
46. Les salles et espaces de dépouillement étaient peu éclairés par endroits. Les bureaux de vote observés ne disposaient en effet que d'une seule lampe.
47. La Mission a noté en outre qu'après le dépouillement, le matériel électoral, notamment les bulletins de vote utilisés et non utilisés ainsi que les documents de dépouillement étaient proprement conditionnés et acheminés afin de servir de base au règlement éventuel de tout contentieux.
48. Si la transmission des résultats des centres de vote aux commissions locales de centralisation s'est effectuée dans les normes, la Mission relève cependant qu'un effort reste à faire pour une meilleure organisation et sécurisation des plis électoraux.

VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

49. La Mission félicite le peuple malien pour le comportement responsable et citoyen qu'il a affiché le 24 novembre 2013, pendant les élections législatives.
50. Elle se rejouit de la bonne conduite du processus électoral par le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, la Direction Générale des Elections et la Commission Electorale Nationale Indépendante
51. La Mission salue la retenue et la maturité des partis politiques et des candidats dans la conduite du processus électoral.
52. Elle continuera de suivre avec une attention particulière toutes les phases de transmission, de traitement et d'annonce des résultats, ainsi que le règlement du contentieux électoral qui pourrait en résulter.
53. La Mission voudrait formuler, par ailleurs, les recommandations suivantes :

Au Gouvernement

54. Le réexamen du cadre légal électoral malien afin de trouver un système électoral basé sur la proportionnelle favorisant une meilleure représentativité des formations politiques et le renforcement de la démocratie.
55. La mise en place d'une structure unique et pérenne de gestion des élections conformément aux dispositions de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance ;

Aux organes de gestion des élections

- 56. Renforcer la capacité des agents électoraux ;
- 57. Améliorer et sécuriser la transmission des résultats aux commissions locales de centralisation des voix ;

Aux candidats et partis politiques

- 58. Qu'ils continuent à privilégier le dialogue et le respect de l'intérêt général comme moyen pour surmonter les contradictions qui pourraient surgir dans le processus politique en cours ;
- 59. La Mission les exhorte à user des voies conventionnelles de recours afin d'exprimer et de régler les contestations éventuelles pouvant découler de la conduite des opérations électorales.

A la société civile

- 60. Qu'elle continue de s'impliquer dans la crédibilisation du processus électoral malien à travers la participation dans l'observation des élections et la sensibilisation des citoyens à une plus grande participation aux différents scrutins comme condition nécessaire mais pas suffisante pour favoriser une sortie de crise que vit le pays.

Au peuple malien

- 61. Qu'il continue à s'engager à toutes les phases du processus électoral de manière paisible et responsable ;
- 62. Qu'il se mobilise d'avantage à l'occasion de tous les scrutins caractérisant le processus de normalisations institutionnelles du pays.

Fait à Bamako, le 26 novembre 2013.